No. 49916

**Republic of Korea
and
France**

Agreement between the Government of the Republic of Korea and the Government of the French Republic on the protection of classified military information exchanged in the field of military cooperation and armaments (with annexes). Paris, 6 March 2000

Entry into force: *20 July 2000 by notification, in accordance with article 15*

Authentic texts: *French and Korean*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Republic of Korea, 6 July 2012*

**République de Corée
et
France**

Accord entre le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement de la République française relatif à la protection des informations militaires classifiées échangées dans le domaine de la coopération militaire et de l'armement (avec annexes). Paris, 6 mars 2000

Entrée en vigueur : *20 juillet 2000 par notification, conformément à l'article 15*

Textes authentiques : *français et coréen*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *République de Corée, 6 juillet 2012*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord
entre
le Gouvernement de la République de Corée
et
le Gouvernement de la République française
relatif à la Protection des Informations Militaires Classifiées
Echangées dans le Domaine de la Coopération Militaire et de l'Armement

Le Gouvernement de la République de Corée et le Gouvernement de la République française ci-après dénommés les "Parties,"

Désireux d'assurer la protection des informations militaires classifiées échangées entre les Parties dans le cadre de la coopération militaire et de l'armement,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

Objet

Les Parties prennent, conformément à leurs lois et règlements, toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des informations militaires classifiées échangées entre les Parties ou entre les organismes privés ou publics des Parties dans le champ de leur coopération militaire et de l'armement.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent Accord,

(a) l'expression "informations militaires classifiées" désigne toute information, document, matériel ou équipement officiel de tout type se rapportant à la défense tant d'un point de vue scientifique que technique, industriel ou opérationnel militaire, qu'il soit transmis oralement, visuellement, par écrit ou sous toute autre forme, qui doivent être protégés contre un transfert non autorisé par les lois et règlements nationaux de la Partie d'origine dans l'intérêt de la sécurité des Parties et qui est classifié par les autorités compétentes.

(b) l'expression "contrats classifiés" désigne les contrats, contrats de sous-traitance, négociations avant contrat ou tout autre arrangement approuvé par l'une des Parties avec ou entre des sociétés industrielles de défense, des sociétés de fournitures militaires, d'autres sociétés ou organisations au sein desquelles sont produites, traitées ou conservées des informations militaires classifiées.

(c) l'expression "Partie d'origine" désigne la Partie qui délivre ou transmet une information militaire classifiée à l'autre Partie.

(d) l'expression "Partie destinataire" désigne la Partie à laquelle est délivrée ou transmise une information militaire classifiée par l'autre Partie.

ARTICLE 3

Autorités de Sécurité

1. Les Autorités de Sécurité des Parties sont responsables de la mise en œuvre du présent Accord.

2. Les Autorités de Sécurité sont :

(a) pour le Gouvernement de la République de Corée :

Le Ministre de la Défense Nationale

(b) pour le Gouvernement de la République française :

Le Ministre de la Défense.

ARTICLE 4

Protection et utilisation des informations militaires classifiées

1. Les Parties prennent, dans le cadre de leurs lois et règlements, toutes les mesures appropriées pour assurer la protection des informations militaires classifiées fournies dans le cadre du présent Accord y compris pour la négociation ou la mise en œuvre des accords ainsi que des contrats classifiés.

2. La Partie destinataire ne doit pas fournir d'information militaire classifiée générée dans le cadre du présent Accord à un tiers sans l'accord préalable écrit de la Partie d'origine.

3. La Partie destinataire ne doit pas utiliser les informations militaires classifiées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été fournies, sans l'accord préalable écrit de la Partie d'origine.

4. La Partie destinataire ne doit pas utiliser d'information non classifiée relative à des projets classifiés à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été fournies, sans l'accord préalable écrit de la Partie d'origine.

5. Dès lors qu'une information militaire classifiée n'est plus nécessaire aux fins pour lesquelles elle a été fournie, la Partie destinataire doit de façon appropriée :

- (a) retourner l'information militaire classifiée à la Partie d'origine, ou
- (b) détruire l'information militaire classifiée conformément à des procédures à fixer d'un commun accord.

6. Les informations militaires classifiées élaborées conjointement par les deux Parties au titre d'accords ou de contrats ne peuvent être déclassées, déclassifiées, ou transmises à un tiers sans l'accord écrit préalable de chaque Partie.

ARTICLE 5

Marquage des informations militaires classifiées

1. Après études mutuelles de leurs réglementations respectives en matière de sécurité, les Parties s'engagent à assurer la protection des informations militaires classifiées échangées dans le cadre du présent Accord et adoptent l'équivalence des niveaux de classification définie dans le tableau ci-dessous :

Corée	France
군사 II급비밀 (Kunsa II KUB BI MIL)	SECRET DEFENSE
군사 III급비밀 (Kunsa III KUB BI MIL)	CONFIDENTIEL DEFENSE
군사대외비 (Kunsa DAE OE BI)	DIFFUSION RESTREINTE

Avant transmission à la Partie destinataire, la Partie d'origine détermine le niveau de classification et marque les informations militaires classifiées avec le timbre de classification figurant au tableau ci-dessus.

2. La Partie d'origine informe la Partie destinataire du niveau de classification des informations militaires classifiées, des conditions de leur diffusion ainsi que des restrictions applicables à leur utilisation par la Partie destinataire.

3. La Partie destinataire accorde aux informations militaires classifiées fournies par la Partie d'origine la